

## ÉTATS-UNIS



**LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE  
MONTRENT LA VOIE**

**EN LUTTE POUR  
NOS SALAIRES  
ET NOS VIES!**

### ZOOM

USA. Dans l'automobile, la grève continue et s'étend

Page 3

### INTERNATIONAL

Macron, Charles III: d'un monarque l'autre, sous le soleil de BP

Page 4

### HISTOIRE

Il y a 50 ans: «Lip vaincra, sinon on reviendra»

Page 5

### CHAMP LIBRE

Entretien avec Anthony Smith, syndicaliste au ministère du Travail

Page 8

## Édito

## Le Sénat : toujours vieux mâle, de plus en plus réac

Par CATHY BILLARD

**D**imanche 24 septembre c'était journée d'élections sénatoriales, dans l'indifférence générale. Et pour cause ! Car les seuls « grands » électeurs de cet honorable scrutin étaient les 78 000 élus (95% de conseillers municipaux) démarchés par les candidats loin des caméras et de la transparence. Et surtout loin des préoccupations de la population et de nos problèmes de fin de mois, de souffrances au travail ou de sans emploi, d'envolées des prix de l'alimentation, du logement et de l'énergie...

Un résultat sans surprise, donc ! Parce que ce n'est pas le passage de la moyenne d'âge de 62 ans et 9 mois à 59 ans et 11 mois (grâce en particulier aux élus RN!) qui va faire souffler un vent de jeunesse ! Quant à la part des femmes élues, avec 36% elle reste la plus faible de toutes les institutions. Pas de changement de présidence non plus, Gérard Larcher, 74 ans, pourra pour une cinquième fois continuer à jouir des privilèges de président et les faire ruisseler sur les grands électeurs, depuis son Palais, entretenu par 1100 salariés !

Pas de surprise non plus face à un résultat qui enregistre la droitisation du champ politique. Car si la « gauche » progresse de quelques sièges, c'est grâce à un accord PCF, PS et EELV pour maintenir LFI hors du Sénat. Si le parti de Macron perd des voix, son allié droitier Édouard Philippe se renforce. Mais surtout le RN qui n'avait plus d'élus depuis le départ de Ravier pour Reconquête obtient 3 élus. Alors que le RN a perdu 40% de ses conseillers municipaux en 2020, Sébastien Chenu peut se gargariser de « scores incroyables en termes de voix » et se féliciter de multiplier les « scores par trois, quatre voire cinq ». Peut-être exagéré, mais dans les départements qui votent le moins RN le parti de Le Pen-Bardella obtient le double de voix de grands électeurs. Prouvant une fois de plus la « normalisation » du vote pour l'extrême droite.

La seule bonne nouvelle du scrutin, c'est le plaisir de voir la seule ministre du gouvernement candidate battue, et de quelle manière ! Sonia Backès, secrétaire d'État aux Territoires et à la Citoyenneté, présidente de la Province Sud en Nouvelle-Calédonie, a perdu son pari politique face à Robert Xowie, indépendantiste du FLNKS. La preuve que Macron n'en a pas fini avec la revendication d'indépendance de la Kanaky !

### Bien dit

*Si je n'avais pas la sensation qu'on allait gagner, je serais chez moi en train de regarder la télé. [...] C'est parce qu'il y a une urgence climatique, on n'a plus le temps d'attendre.*

THOMAS BRAIL, opposant à l'A69 entre Castres et Toulouse, en grève de la faim et délogé de l'arbre devant le ministère de la Transition écologique le 24 septembre.

## À la Une

MIGRANT·E·S, ÉCOLOGIE, EXPLOSION DES PRIX, SALAIRES

# Macron toujours faible avec les forts et fort avec les faibles

« Concentré à la tâche », oui mais laquelle ? Dimanche soir dans son interview télévisée, quels que soient les sujets, tous vitaux pour les conditions de vie des secteurs les plus fragilisés de la société, le pouvoir macroniste a rappelé qu'il reste un pilier du maintien du système et de ses inégalités.

**B**ien campé sur le terrain de l'extrême droite, Macron a fait assaut de fermeté contre les migrantEs et les réfugiés. « On ne peut pas accueillir toute la misère », assène-t-il, menaçant les pays d'arrêter les aides s'ils ne retiennent pas les migrantEs. « Il n'y a pas de droit inconditionnel à la régularisation. Il n'y en aura jamais ». Une façon toute macroniste de répondre aux propos tenus par le pape quelques jours plus tôt : « Ceux qui risquent leur vie en mer n'envahissent pas, ils cherchent hospitalité »...

### Saupoudrage verdâtre

40 milliards pour la transition écologique ? Le chiffre annoncé lors de l'interview pourrait donner le tournis s'il ne masquait pas l'inconséquence d'une politique qui ne rompt pas avec le productivisme. Des voitures électriques en location pour 100 euros par mois et la promesse (déjà faite en 2018!) de fermeture de toutes les centrales à charbon d'ici 2027, ont été les premières annonces de dimanche soir. Tout ça pour amplifier la production nucléaire de l'électricité made in France ? Dès le lendemain a été mis en place le Conseil de la planification écologique, une promesse électorale de la dernière présidentielle. À la vérité, peu de mesures nouvelles ont été annoncées pour réduire de 55% les émissions de gaz à effet de serre en France d'ici à 2030. Il



faut dire que l'équation n'est pas simple : comment faire mine de changer profondément les choses, à la hauteur de ce qu'impose l'amplification de la crise climatique, tout en ne touchant à rien ? Ainsi Macron dit par exemple vouloir passer de 60% d'énergie d'origine fossile à 40% d'ici à 2030, rien n'est dit concernant le pétrole ou le gaz, principales sources d'émissions de gaz à effet de serre... Lundi, Macron a dit défendre une « écologie compétitive [...] qui crée de la valeur économique »... Doux euphémisme d'un capitalisme vert pleinement assumé.

### TOTALement inégalitaire

La population, réduite à la détresse par l'explosion des prix (en moyenne + 5% d'une année à l'autre) avec d'incessants pics

d'inflation, n'a droit qu'à du blabla et à l'absence de réponses politiques fermes. Le pouvoir a dû renoncer à faire vendre à perte les distributeurs de carburants, qui se sont pourtant bien enrichis ces derniers temps. Ainsi, Total a beau avoir enregistré l'année dernière un bénéfice record de près de 36 milliards d'euros de bénéfices (résultat net ajusté), il est hors de question pour l'entreprise, par ailleurs écocide, de lâcher le moindre centime... à part à ses actionnaires ! Devant ce refus ferme et à peine poli, Macron a donc été contraint de remballer sa proposition, et demande maintenant aux distributeurs de vendre « à prix coûtant ». Une demande qui ne sera pas plus concrétisée que la précédente... Et ce n'est pas la mesurette d'une nouvelle aide

de 100 euros par voiture et par an pour les plus en difficulté qui va donner le change.

### Urgence pour des mesures radicales

Macron a également profité de son petit numéro télévisé pour tenter de vendre sa conférence sociale du 13 octobre, où paraît-il sera discutée la question des salaires. « On va travailler avec toutes les branches qui ont encore un salaire en dessous du smic légal »... Mais que les capitalistes et les actionnaires soient rassurés, Macron n'est « pas pour qu'on indexe tous les salaires sur le prix, sinon on crée une boucle inflationniste »...

Il ne peut à l'évidence pas attaquer la main qui le nourrit, car ce serait faire l'inverse de ce pour quoi il est en place. Pourtant, prendre sur les profits pour une répartition des richesses en faveur de la majorité reste l'unique moyen de répondre aux urgences sociales. Cela passe par augmenter le rapport de forces avec les grands groupes, leurs patrons et actionnaires. Le blocage des prix de l'alimentaire ; la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ; des augmentations sensibles de salaires, 400 euros de plus pour toutes ; l'indexation des salaires sur les prix... Autant de mesures radicales que notre camp social ne pourra gagner que par la mobilisation.

Manu Bichindaritz



### Acturama

« On a détourné les moyens de la lutte antiterroriste pour traquer une journaliste », déclare Ariane Lavrilleux, journaliste indépendante, après que son domicile a été perquisitionné et après 39 heures de garde à vue le 19 et le 20 septembre. Pour l'État français, informer sur l'opération secrète Sirli et les complicités de l'État français avec les crimes de la dictature égyptienne est un problème. Sur le terrain de la liberté de la presse et de la protection des sources aussi, le cours autoritaire de l'État se renforce !

PHOTO CAPTURE D'ÉCRAN RSF

# ANTIRACISME **Contre les violences policières et le racisme, le combat doit continuer**

Le 23 septembre, des manifestations ont eu lieu dans plus de 120 villes réunissant plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs à travers tout le pays. Les configurations ont été différentes selon les endroits. Cependant, au niveau national comme dans de nombreuses villes, des appels unitaires ont rassemblé organisations politiques, syndicats, associations, comités de soutien aux familles des victimes des violences policières.

Des débats ont eu lieu parfois sur les termes de racisme systémique ou racisme d'État, sur le slogan « Désarmons la police », sur la volonté de certainEs de mettre en avant « la justice sociale ». L'islamophobie et l'interdiction de l'abaya n'ont pas été citées dans le texte d'appel national, mais cette question a été portée au cœur des manifestations. Le NPA a distribué un tract dénonçant le racisme et notamment l'islamophobie en exprimant sa solidarité avec les raciséEs et les musulmanEs discriminéEs par l'interdiction de l'abaya à l'école.

## Un front social et politique inédit

Malgré les limites, l'existence même du cadre unitaire montre la volonté de solidarité du mouvement social ouvrier et de ses organisations avec les premierEs concernéEs, qui subissent de plein fouet les violences sociales, policières et le racisme d'État à commencer par l'islamophobie. C'est salutaire que le front social et politique ait tenu bon et qu'il soit aussi large. C'est même inédit. Il a permis de rassembler un nombre important de manifestantEs, surtout militantEs, en nombre encore certes insuffisant et on peut regret-

ter notamment que la mobilisation dans les quartiers populaires ait été faible. Mais les manifestations ont été suffisamment consistantes pour que les médias n'aient pas pu faire l'impasse, malgré la messe du Pape. Pour discréditer les manifestations, ils n'ont pu se mettre sous la dent que la poursuite d'une voiture de police à Paris par quelques personnes. Les images se sont d'ailleurs retournées contre la police puisqu'on a vu un policier sortir de la voiture et mettre en joue avec son arme les manifestantEs. Preuve une fois de plus que la police a la gâchette facile!

## Opposition forte à l'autoritarisme et au racisme

La police est minée de l'intérieur par le racisme : 70% des policiers en activité votent pour le RN. Cette police dressée au maintien de l'ordre défend les valeurs des classes dominantes contre les plus démunies, contre les jeunes, contre toutes les oppositions sociales, féministes, écologistes. Plus le pouvoir est faible et discrédité, plus il a recours à sa police contre la population et plus l'État et la justice protègent les violences qu'elle commet. Plus le régime est en crise, plus il utilise le racisme pour désigner des coupables, des boucs émissaires

en s'appuyant sur les préjugés racistes, xénophobes, nationalistes qui imprègnent la société française marquée par des années de colonialisme. C'est pourquoi il est vital pour la défense de la liberté de toutes et tous que s'élève une opposition forte à l'autoritarisme du pouvoir macroniste et à la montée des idées racistes de l'extrême droite encouragée par les institutions de l'État. Cette journée n'est qu'une étape. Le mouvement doit s'amplifier contre la police et les violences policières qui touchent toute la population pauvre du pays ; particulièrement les migrantEs, qui meurent en Méditerranée et dans la Manche, qui sont refouléEs aux frontières,

traquéEs par la police, qui sont en première ligne, victimes de la violence de l'État et de la police. Les lois Darmanin qui doivent tomber prochainement vont durcir encore les lois anti-migrantEs. Il faut se préparer à les combattre. Il ne faut pas lâcher bien sûr sur l'antiracisme et construire un cadre de lutte spécifique contre l'islamophobie. Le pouvoir a réussi à dissoudre le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France) ou la CRI (Coordination contre l'islamophobie et le racisme) mais il n'a pas éteint la contestation de sa politique qui vise à stigmatiser les musulmanEs.

## Commission nationale immigration et antiracisme



Marche contre le racisme et les violences policières à Strasbourg le 23 septembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE

# USA **Dans l'automobile, la grève continue et s'étend**

Commencée dans trois usines de montage de General Motors, Ford et Chrysler, cette grève historique de l'automobile aux États-Unis s'est élargie vendredi 22 septembre à 38 dépôts de pièces ajoutant 5000 grévistes aux 13000 déjà en grève.

Les patrons de l'automobile sont loin de satisfaire les revendications d'une augmentation de 40% de salaires, dont 20% tout de suite, la fin des systèmes de précarisation du travail autour des travailleurs « temporaires » et des « niveaux » de salaires en fonction de l'année d'entrée dans l'usine.

Si pour la première fois, une grève vise en même temps les 3 firmes, les négociations avec chacune des firmes restent séparées. General Motors et Stellantis restent les plus intransigeants d'où l'élargissement de la grève aux établissements de ces seules deux firmes. Pour Stellantis, Tavares, patron des usines ex-PSA est à la manœuvre, désigné à la tête de cette entité depuis la fusion entre PSA et Fiat qui avait racheté Chrysler.

## Nous serons partout

Cette grève « stand up », debout, s'inscrit explicitement dans une « escalade », guerre de mouvement, visant à surprendre. C'est le tour des dépôts logistiques de pièces répartis sur tout le pays alors que les bases historiques de l'UAW se trouvent surtout autour de Detroit.

« Nous serons partout », a averti Shawn Fein, le président de l'UAW. C'est le signal d'une volonté de reconquête alors que l'UAW a été éjectée, au long de ces dernières décennies, des usines « non syndiquées » qui ont aujourd'hui le plus grand volume d'activité. Les 250 milliards de bénéfices accumulés par les trois firmes depuis dix ans, l'augmentation de 40% des rémunérations des PDG, et en comparaison la baisse de 30% sur vingt ans des salaires ouvriers en tenant compte de l'inflation : tout cela ne passe pas. Un sondage a indiqué que les trois quarts de la population se considèrent plus proches des salariéEs de l'automobile que des PDG.

## Une situation polarisée

Le personnel politique doit tenir compte de cette adhésion majoritaire parmi la population. Joe Biden est engagé dans une campagne électorale qui s'annonce difficile dans les États comme le Michigan en bascule possible avec les Républicains. Il a appelé les firmes automobiles à « mieux partager leurs profits », et a annoncé une visite à une usine en grève. Mais,

mission impossible, il a appelé à un compromis « gagnant gagnant » entre salariéEs et constructeurs automobiles! La situation va se polariser avec la venue à Detroit de Donald Trump qui a pris pour cible le syndicat UAW, appelant les travailleurs « à ne pas écouter les syndicalistes qui vous arnaquent » et à attendre son élection à lui pour des augmentations de salaires. Shawn Fein a réagi : « Chaque fibre de notre syndicat est investie dans la lutte contre une classe de milliardaires et une économie qui enrichit des gens comme Donald Trump aux dépens des travailleurs ».

## Des enjeux communs

Entre les nécessités de maximiser les profits et d'appliquer de nouvelles normes environnementales, les firmes automobiles n'ont comme variable que la pression sur les salaires et les conditions de travail. D'où les coups portés contre les salariéEs ici comme aux États-Unis.

Alors que les ravages des moteurs thermiques sont partout dénoncés, les principales firmes réalisent des profits inégalés grâce à des productions encore très

largement majoritaire en moteurs essence ou diesel. Et, en cyniques accomplis, ils obtiennent encore plus de subventions publiques pour fabriquer et vendre leurs nouveaux véhicules électriques. Les revendications de l'UAW commencent à être diffusées en France par des syndicats de l'automobile. L'inflation sévit dans les mêmes proportions, et les profits s'additionnent entre Amérique et Europe. Pourquoi ne pas ici avancer des revendications aussi élevées? L'engagement de l'UAW à vouloir supprimer les niveaux de salaire et recours aux « temporaires » rappelle notre nécessité commune de combattre la précarité croissante du travail. Combinée avec un regain de l'activité syndicale, cette grève historique peut concrétiser un changement dans les rapports de forces entre salariéEs et patronat. Shawn Fein a rendu compte des messages de soutien reçus de partout en particulier du Mexique et d'Italie. Participons en France à cette solidarité en multipliant les messages de soutien! Tout succès de la grève de l'UAW serait aussi un encouragement aux luttes. Et avec un Tavares, c'est au sens strict le même patron...  
**Jean-Claude Vessillier**

## À lire aussi...

 **La grève de l'UAW s'étend**, par Dianne Feeley



**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**

**l'Anticapitaliste.org**

## No comment

**Il faut en finir avec le totem de l'aide contre la pauvreté qui, parce que sans contrepartie, serait par essence meilleure que toutes les autres**

OLIVIER DUSSOPT, le 25 septembre 2023 à l'Assemblée nationale à l'ouverture de l'examen du projet de loi « pour le plein emploi ».

## Agenda

**Jeudi 28 septembre, journée de mobilisation pour le droit à l'avortement.**

À Paris, manifestation à 18h30 au départ de la place de la République.

**Samedi 30 septembre, manifestation pour le logement.**

**Samedi 30 septembre, manifestation pour le droit à l'IVG, Andorre-la-Vieille.** À 12h, place de la Rotonde.

**Dimanche 1<sup>er</sup> octobre, mobilisation en défense du triangle de Gonesse.** À 11h, carrefour de la Patte-d'Oie à Gonesse.

**Mardi 10 octobre, meeting du NPA avec Christine Poupin et Olivier Besancenot, Lyon.** À 19h30, au Palais de la Mutualité, 1 place Jutard (métro Guillotière).

**12-15 octobre, contre-sommet mondial des mouvements sociaux, Maroc.** Autour de Christine Poupin, porte-parole, une délégation du NPA sera présente.

**Vendredi 13 octobre, journée de mobilisation intersyndicale contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes.**

**Samedi 21 octobre, manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Lannemezan (65).** À 14h, de la gare à la prison où il est détenu.

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et de  
communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

 **IMPRIM'VERT®**

## LIBYE

## Inondations, après le choc, la colère

Victimes de l'ouragan Daniel, les populations sont en plus confrontées au pouvoir mafieux du maréchal Haftar, de ses fils et des mercenaires de Wagner.

Depuis 1998, aucuns travaux d'entretien n'ont été effectués sur les deux barrages datant des années 1970. Pourtant, ils présentaient déjà une fragilité inquiétante à la suite des tempêtes de 1986, et les crédits étaient disponibles.

## Bons à rien mais...

Ce mélange d'incompétence et de corruption sous l'ère Kadhafi, puis sous l'autorité du maréchal Khalifa Haftar qui contrôle l'est du pays est la cause de pertes humaines considérables qui auraient pu être évitées.

Alors que la tempête Daniel s'approchait des côtes libyennes, les habitantEs de Derna recevaient des consignes opposées, d'un côté la municipalité les enjoignait de fuir pour éviter les inondations, de l'autre les autorités envoyaient des SMS afin que chacun reste dans son foyer. Quelques heures avant la catastrophe, Haftar déclarait un couvre-feu empêchant tout mouvement des populations.

Pendant que les habitantEs s'affairaient pour sauver les victimes, que les volontaires de tout le pays affluaient pour aider, le fils aîné du maréchal Haftar, Elseddik, s'interrogeait lors d'une émission télévisée sur sa candidature à une hypothétique élection présidentielle.

## ...dangereux

Le maréchal Haftar règne avec ses six fils sur la partie est du pays avec l'aide des mercenaires de Wagner. L'objectif premier de ce clan familial est de garder le contrôle de la ville. Ainsi Saddam Haftar a été nommé coordinateur des secours, sans qu'il ait la moindre compétence dans ce domaine. Chef de la brigade Tareq Ben Zayed, une unité de l'armée nationale libyenne (ANL) qui en dépit de son nom est une milice parmi d'autres, il s'est distingué par ses crimes de guerre. Comme l'indique Amnesty International, il est responsable d'une « longue liste d'actes horribles — homicides illégaux, actes de torture et mauvais traitements, disparitions forcées, viols et autres violences sexuelles, ainsi que déplacements forcés ». En tant que coordinateur de l'aide humanitaire, l'essentiel des dons versés pour les victimes passeront entre ses mains, alors qu'il est aussi accusé par les Nations unies d'avoir dérobé des millions de dollars à la Banque centrale libyenne.

## La colère des populations

Deux semaines après la catastrophe, la sidération fait place à la colère. La résidence du maire de Derna a été incendiée. Les populations ont manifesté et exigé la dissolution de l'Assemblée, la démission de son président Aguila Saleh ainsi que la fin des deux gouvernements, celui de la partie ouest reconnu par les Nations unies et celui de l'est soutenu par Haftar. Elles exigent aussi une enquête internationale et l'ouverture d'un bureau de soutien de l'ONU. Comme seule réponse des autorités, les journalistes ont été expulsés de la ville, et les moyens de communication par téléphone et internet coupés, rendant encore plus difficile l'organisation de l'aide humanitaire.

Paul Martial



DR

GRANDE-BRETAGNE **Macron, Charles III : d'un monarque l'autre, sous le soleil de BP**

La France et la Grande-Bretagne se présentent côte à côte, par delà les affres du Brexit. Le roi peut bien planter un chêne à Versailles, la complicité des deux chefs d'État est ailleurs...

C'est vrai, huit années et des dizaines de milliards de vente d'armes de BAE Systems, Thales, Dassault, au super-flic du Moyen Orient — la monarchie absolue saoudienne — pour les besoins de sa guerre atroce au Yémen, entretiennent l'amitié dans l'émulation, certes concurrentielle, face au premier acheteur d'armes au monde.

À l'arrière-plan, on entend le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, justifier sa décision d'ajournement jusqu'à 2030 des mesures d'interdiction de vente des voitures essence et diesel. De telles mesures induiraient, selon lui, « des coûts inacceptables » pour les gens ordinaires.

Il y a du « positif » dans cette prudence conjuguant le raisonnable à la considération pour les gens ordinaires : les températures de 41 degrés à Londres (et des régions du monde qui deviennent inhabitables), sur fond d'aggravation incessante de la pauvreté et de prolifération des banques alimentaires, ou d'effondrement du service national de santé ne seraient pas des « coûts inacceptables ». Cette précision du Premier ministre britannique, lui-même classé devant le roi dans le palmarès annuel des plus grandes fortunes

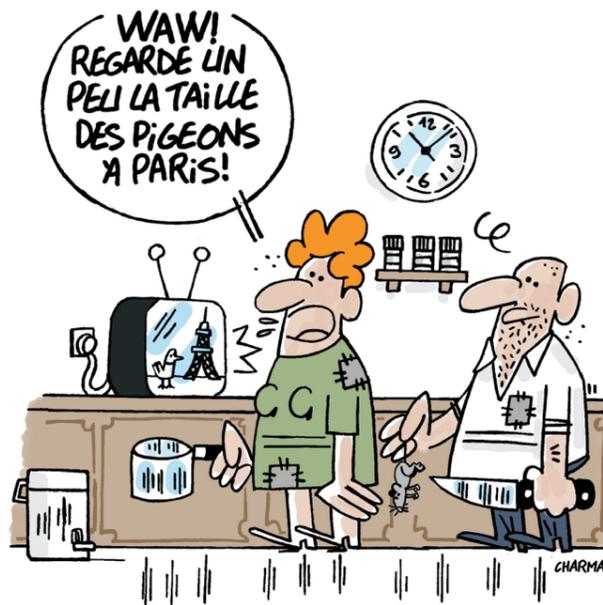
du pays, pouvait toutefois être nécessaire.

## Pouvoir fossiliste : une multinationale et son Premier ministre

L'élément de raison, donc, ne doit pas nous échapper. L'ajournement décidé par Sunak duplique à l'échelon gouvernemental les orientations déjà prises par le

secteur pétrolier. En février dernier, British Petroleum annonçait réviser à la baisse ses projets de réduction de production d'hydrocarbures : en mai 2022, BP avait déclaré un objectif d'abaissement de 40 % de sa production d'ici 2030 par rapport à son niveau de 2019. En février 2023, BP fit savoir que la réduction visée ne serait plus de 40, mais de 25 %.

## LES ANGLAIS ATTENTIFS A LA VISITE DE CHARLES III EN FRANCE

SYRIE **Mouvement de protestation, un souffle de résistance de 2011**

De vastes manifestations se déroulent depuis la mi-août 2023 dans le gouvernorat de Soueïda, peuplé principalement de la minorité druze. Les manifestantEs n'ont pas hésité à bloquer les routes principales qui relient les villes et villages de la campagne, créant des perturbations dans l'accès à la capitale, Damas.

Une grève générale a également été déclenchée dans le gouvernorat, avec la fermeture forcée de toutes les institutions de l'État, à l'exclusion de celles classées comme services essentiels. D'autres villes et régions sous le contrôle du régime syrien, notamment les gouvernorats de Deraa et de la campagne de Damas, ont également été témoins de formes de protestations, quoique à une échelle bien moindre.

## Des revendications politiques et économiques

Bien que le déclencheur des dernières manifestations soit lié aux décisions économiques prises par le gouvernement syrien qui ont provoqué une nouvelle détérioration des conditions de vie des classes populaires, c'est bien tout le régime syrien qui est remis en cause. Cela est symbolisé par le slogan devenu historique scandé par les manifestantEs — « Le peuple veut la chute du régime » — et la destruction de grandes banderoles et des portraits du dictateur syrien Bashar al-Assad.

Si la résilience et le courage des manifestantEs de Soueïda sont à saluer, seule une extension du mouvement de contestation à d'autres régions peut lui permettre de se poursuivre et de représenter un véritable défi pour le régime. Des campagnes d'arrestations ont eu lieu dans différentes villes,

comme Lattaquié et Alep, depuis le début des manifestations à Soueïda. Les services de sécurité du régime craignent en effet que le mouvement de protestation ne s'étende.

## Salaire minimal à 100 dollars, libération des prisonnierEs politiques

Si la mobilisation reste limitée au gouvernorat de Soueïda, le régime mettra très probablement sur un enlèvement, la fatigue des manifestantEs et les difficultés économiques résultant de la fermeture des activités économiques. La région dépend du régime en termes de fourniture de nourriture, de carburant et de services.

Des tentatives de création de nouveaux collectifs politiques ont eu lieu ces dernières semaines également, par exemple le Mouvement du 10 août. Son objectif principal, comme indiqué dans sa déclaration initiale, est de remédier aux souffrances socio-économiques et politiques de la population syrienne tout en mettant l'accent sur la résistance pacifique et non-confessionnelle. Il réclame aussi, entre autres, une augmentation du salaire minimum à 100 dollars par mois, la libération de toutes et tous les prisonnierEs politiques, le départ de toutes les forces d'occupation étrangères et la mise en œuvre de la résolution 2254 de l'ONU, etc. Ce nouveau collectif revendique des milliers de membres, principalement jeunes, dans les zones contrôlées par le régime, et

s'organise de manière décentralisée et en ligne. Ce mouvement s'est toutefois jusqu'ici abstenu d'appeler à des manifestations, attendant d'atteindre une masse critique de soutien populaire et par crainte d'une violente répression.

Ces nouveaux groupes restent cependant assez restreints et ne représentent pas encore un défi pour le régime au niveau national. La capacité des classes populaires à s'auto-organiser et à agir collectivement est encore très limitée par l'État.

Néanmoins, ce souffle de résistance populaire, qui rappelle à tous et toutes le soulèvement de 2011, montre que le processus révolutionnaire est toujours ouvert, envers et contre tout.

Joseph Daher

## À lire sur le site



**Guyane. Plus de 1000 personnes présentes à l'appel à la mobilisation des députés**, par Adrien Guilleau



**USA. Les immigréEs vénézuélienEs obtiennent un statut de protection temporaire**, par Dan La Botz

Aucun mystère : depuis — et grâce à — la guerre en Ukraine, BP a réalisé les profits les plus élevés de son histoire. En 2022, avec 28 milliards de livres sterling (plus de 32 milliards d'euros), l'entreprise a plus que doublé son résultat de l'année antérieure, faisant de 2022 l'année la plus rentable depuis sa création, 114 ans plus tôt. Conjoncture identique pour l'autre géant pétrolier britannique, Shell : 40 milliards en 2022, année record depuis sa fondation il y a 115 ans.

Accessoirement, Sunak, tout comme l'éphémère Liz Truss avant lui, ont tous les deux des histoires de liens personnels directs et étroits respectivement avec Shell et BP. Si le fin mot de l'affaire n'est pas là, ce détail en dit long sur les porosités constitutives du bloc de pouvoir actuel.

Début juillet, en amont du faste des cérémonies d'accueil d'un monarque puis d'un pape au mois de septembre, Macron aura quant à lui eu la bonne idée de décorer de la Légion d'honneur le patron de TotalEnergies, Patrick Pouyanné. Autant de signaux de ce qu'il faut attendre d'une « transition climatique » aux mains du parti fossiliste franco-britannique.

Thierry Labica

# Ily a 50 ans « Lip vaincra, sinon on reviendra »

Ce samedi 29 septembre 1973, il pleut à Besançon, et dru. Les averses se sont invitées tôt le matin, alors qu'à partir de 14 heures la marche de soutien à la lutte des Lip doit s'élancer du terrain de Châteaufarine, sur les hauteurs, pour le quartier Battant et ses remparts où se tiendra le meeting de clôture. La pluie n'empêchera pas de manifester les 100 000 personnes (30 000 selon la Préfecture) venues marcher pour Lip, l'usine de montres où « on fabrique, on vend, on se paie »... sans patron!

## Un déluge de solidarité

L'idée d'une marche nationale sur Besançon, les grévistes l'ont eue après qu'une délégation de 200 Lip a participé au rassemblement du Larzac au mois d'août.

Elle a été décidée démocratiquement, comme toujours, en assemblée générale des travailleuses et des travailleurs, et son organisation prise en charge par les Lip elles et eux-mêmes<sup>1</sup>.

### Une manifestation contre la volonté des directions syndicales

Il a fallu affronter l'hostilité du maire socialiste de la ville, Jean Minjot, persuadé qu'affrontements et dégradations seraient au menu de la marche: « Des tracts appelant à participer à la marche sont distribués à la porte des lycées parisiens en supplément au journal Rouge. Qui peut dire, alors, qu'il n'y aura pas d'incident grave? » Sa principale crainte est en fait la reprise « militaire » de l'usine Lip de Palente, occupée par les CRS depuis le 14 août. La concession des grévistes? Le parcours évitera l'usine le jour dit. Il a fallu batailler avec les directions nationales de la CGT et de la CFDT pour arrêter les contours comme l'ordonnement de l'événement. Non sans mal. La CGT voulait d'un rassemblement régional, strictement réservé aux délégations syndicales et excluant toute présence « gauchiste ». La CFDT s'agace d'être mise devant le fait accompli par sa



Cortège de Rouge Rouen lors de la marche de Besançon le 29 septembre 1973. RADAR/CLARIS

### Le dernier mot reste à l'AG des Lip qui réaffirme le caractère national de la marche

remuante section Lip, animée par des militantEs autogestionnaires. Elle craint par ailleurs l'influence du Comité d'action, une structure de base qu'elle juge maximaliste. Sans doute aussi la convergence d'une gauche ouvrière et syndicale qu'elle a certes attirée dans ses rangs depuis 1968, mais qui exprime son autonomie et sa radicalité de plus en plus bruyamment — un peu trop aux oreilles de son secrétaire général Edmond Maire<sup>2</sup>.

Mais le dernier mot reste à l'AG des Lip qui réaffirme le caractère national de la marche et autorise officiellement trois organisations politiques à s'y insérer: le PSU, Rouge (le prête-nom de la Ligue communiste, dissoute en juin) et Révolution! Surtout, sur le terrain de Châteaufarine, lieu d'accueil des manifestantEs dès le vendredi soir, tous les stands sont les bienvenus, y compris ceux de l'extrême gauche: en signe de protestation la CGT quitte le sien.

### Rendez-vous des luttes et solidarités

L'organisation est colossale, 17 commissions sont créées par les Lip pour y faire face. Des délégations des grévistes

de Pechiney, du Joint Français, des ouvrières de PIL-Cerisay, des travailleurs immigrés de Pennaroya sont présentes. Italiennes, suisses, allemandes également. On retrouve encore les Paysans-Travailleurs, les Comités Chili, le Comité contre la circulaire Fontanet... tout un monde de lutte et de solidarité qui ne



Georges Marchais du PCF repris par les grévistes de Lip sur le caractère national de la marche, dessin de Wiaz dans la BD Les Hors-la-loi de Palente, 1974. DR

## Le chiffre

# 100 000

C'est le nombre de manifestantEs à Besançon le 29 septembre 1973, l'équivalent de la population de la ville.

demande qu'à se rencontrer. La pluie empêchera les débats prévus le samedi matin entravant malheureusement l'objectif de coordination que s'étaient fixé les Lip.

Autre point noir, la campagne de peur orchestrée par voie de presse et d'affiches fait qu'une bonne partie des BisontinEs reste à la maison, volets fermés. Malgré tout, de tout l'hexagone, des cars, des trains spéciaux sont affrétés. Un rassemblement est prévu à Vincennes, « pour ceux [et celles] qui partent en moto ». Des gardes d'enfants sont organisées à Paris. Des sections syndicales annoncent débrayer dès le 28 pour organiser la marche. Les colonnes de *Politique Hebdo* et

du jeune quotidien *Libération* s'ouvrent aux lieux et horaires de rendez-vous.

Avec les Lip en tête, suiviEs des directions syndicales, la marche réunit des dizaines de milliers de syndicalistes venus de nombreux départements, pas seulement limitrophes. La présence de l'extrême gauche détonne: parmi les « 100 000 de Besançon », elle rassemble près d'un tiers du cortège toutes obédiences confondues.

La marche est un indéniable succès et confirme l'existence d'un vrai soutien populaire aux Lip, dont la lutte a réussi à passer le cap de l'été. Pour Charles Piaget, syndicaliste CFDT de Lip et militant PSU, l'essentiel était que ce 29 septembre soit « la fête de l'imagination dans les luttes, la fête de tout ce qui a été un peu Lip et se continue dans les entreprises »<sup>3</sup>. Pari tenu.

### Théo Roumier

- 1 - « 1973, Lip ou la démocratie », *L'Anticapitaliste* la revue, n° 146, mai 2023.
- 2 - « 1973, les comités de grève et l'autogestion des luttes », sur *Contretemps.eu*, le 25 février 2023.
- 3 - Entretien avec Charles Piaget, *le Monde* du 18 septembre 1973.

## Aujourd'hui Lip, demain la révolution?

« Une seule solution... » oui mais laquelle? « Le programme commun » pour les unEs; « c'est l'autogestion » ou encore « la révolution » pour les autres. Tourné le jour même, le film de la vidéaste Carole Roussopoulos s'ouvre sur ces trois slogans (et cortèges) successifs de la marche.

Leur « solution » diffère à chaque fois<sup>4</sup>. C'est qu'à gauche et à l'extrême gauche, le débat stratégique bat alors son plein.

### Union de la gauche ou auto-organisation?

Le Programme commun d'Union de la gauche, signé l'année précédente par le PCF et le PS se veut le « débouché politique » naturel, par en haut et électoral en premier lieu, des luttes de la période, incandescentes depuis Mai 68. Il présuppose un appareil d'État « neutre » dans les habits duquel il s'agirait de se glisser. Les législatives d'avril 1973 ont d'ailleurs vu une poussée

de la gauche (et notamment du PS). Dans ce contexte, il faut encore et toujours rassurer « l'opinion publique » et éviter d'apparaître comme les agents du « désordre ». Ni Georges Marchais pour le PCF ni François Mitterrand pour le PS ne feront ainsi le déplacement à Besançon le 29 septembre. Rouge peut ironiser: « L'Union de la gauche n'a sans doute pas le goût des intempéries »<sup>5</sup>.

Mais cette absence interroge bien au-delà. Car la marche intervient quelques jours seulement après le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili qui vient de mettre un terme brutal et sanglant aux mille jours de

### Lip 73 est une forme de continuité parmi les plus légitimes de Mai 68

l'Unité populaire<sup>6</sup>. Aussi sincère soit-elle, l'option légaliste de la voie chilienne au socialisme s'est dramatiquement heurtée au fascisme. Le 29 septembre, dans le cortège de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), on scande: « Légalité, peuple enchaîné/vive le peuple en armes ». Où situer le centre de gravité des politiques d'émancipation? dans l'auto-organisation (y

compris l'autodéfense) des classes populaires ou dans les institutions?

### L'audace des Lip

Les aspirations à des dynamiques plus horizontales — appuyées sur des pratiques autogestionnaires, et plus radicales — inscrites dans un processus révolutionnaire, ont dans ces années-là bien des partisanEs. Qui voient précisément en Lip 73 une forme de continuité parmi les plus légitimes de Mai 68. Car la grève des ouvrières et des ouvriers de Lip a rebattu les cartes par son audace, par sa remise en cause de l'ordre et de la légalité capitaliste. Aussi

parce qu'elle a pour actrices et acteurs une base militante forgée dans l'action et qui ne se résume ni ne se limite aux membres de l'extrême gauche organisée.

Renforcer, élargir « l'espace Lip » — pour parler comme le Comité d'action — peut alors apparaître comme une étape dans la construction du pouvoir populaire à venir. Partir du réel des luttes pour trouver les coordonnées d'une politique révolutionnaire: finalement le chemin reste toujours à tracer.

### Théo Roumier

- 4 - *La marche de Besançon - Lip II*, court métrage documentaire de 25 minutes, 1973, Centre audiovisuel Simone de Beauvoir.
- 5 - Éditorial de *Rouge* n° 223 du 5 octobre 1973.
- 6 - Olivier Besancenot, Michael Löwy, *Septembre rouge. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili*, Textuel, 2023.

### Pour aller plus loin

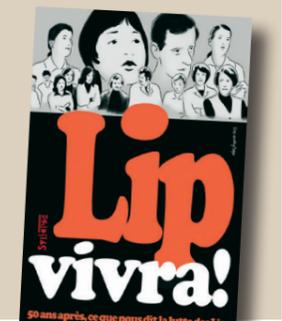


La vidéo: **Autogestion: travailler sans patrons?**



L'entretien de Charles Piaget et Philippe Poutou, Treize années de lutte chacun: **Charles Piaget, Philippe Poutou échangent sur leurs expériences**, sur la chaîne YouTube de *L'Anticapitaliste*

Lire aussi: **Lip vivra! 50 ans après, ce que nous dit la lutte des Lip**, anthologie de textes, Éditions Syllepse, 232 pages, 15 euros.



## En bref

### Antivalidisme Vous nous bloquez, on vous bloque: Les Dévalideuses prennent la rue

Dimanche 17 septembre 2023, une trentaine de manifestantEs handicapéEs ont symboliquement bloqué l'accès à la station de métro Invalides, à Paris. L'action, à l'initiative du collectif handiféministe Les Dévalideuses, avait pour but de mettre en lumière l'inaccessibilité des transports en commun parisiens mais aussi de l'ensemble de la société.

La France et Paris se vantent d'accueillir en 2024 les jeux Olympiques et Paralympiques dans la capitale. À cette occasion, 350 000 personnes handicapées sont attendues. Pourtant il est encore aujourd'hui impossible de se déplacer dans le métro parisien pour un grand nombre d'handicapéEs : 93% des stations de métro ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR) et 60% ne sont pas sonorisés donc inaccessibles au handicap visuel.



TERESA SUARE

L'inaccessibilité ne se limite pas aux transports : logement, scolarisation, santé, accès à l'information, loisirs, parentalité, emploi... Exclu de toute la société, le handicap induit la double peine de la discrimination et de l'invisibilisation. En s'emparant de l'espace public de force, le but de cette action était donc de rendre visibles ceux qui sont habituellement repoussés à la marge de notre société, souvent dans des institutions, pour éviter aux valides de voir et de penser les réalités du handicap.

Le 17 septembre marque le départ d'une campagne militante principalement en ligne pour sortir du silence forcé. Des dizaines de situations sont rapportées sur Twitter et Instagram via

#LeValidismeCestCa afin de visibiliser et dénoncer le validisme et de réclamer le respect des droits humains.

Clay Zetkin

## FÉMINISME Le 28 septembre: pour le droit à l'avortement, libre, gratuit et sécurisé!

Le 28 septembre est la Journée internationale pour le droit à l'avortement. À cette occasion des manifestations sont organisées partout en France et dans le monde.

Dans de nombreux pays, l'avortement — pourtant un droit fondamental — reste interdit ou largement entravé. Malgré l'interdiction, les femmes et les personnes qui en ont besoin avortent partout, et doivent donc recourir à des avortements non sécurisés. En conséquence, dans le monde, une femme meurt toutes les neuf minutes des suites d'un avortement clandestin. En Pologne, en Équateur, au Salvador, à Malte, en Andorre... et dans bien d'autres endroits encore, le contrôle des femmes et de leurs corps prime sur leurs vies et leur libre choix d'avoir un enfant ou non.

### Garantir le droit et l'accès à l'avortement en pratique

La France n'est pas exempte des menaces qui portent sur l'avortement. Alors que 76% des IVG sont réalisées par voie médicamenteuse, une pénurie de pilules abortives (misoprostol) a eu lieu cette année. De plus, les attaques répétées envers l'hôpital public allongent les délais de prise en charge, que ce soit à cause du manque de moyens et de personnels ou en raison des fermetures des centres pratiquant l'IVG (8% des centres ont fermé en dix ans). Sans parler de la clause de conscience spécifique à l'IVG, autorisant les professionnels de santé à refuser de pratiquer cet acte médical. C'est la raison pour laquelle la constitutionnalisation du droit à l'avortement ne peut pas être suffisante en soi. D'une part, le droit à l'avortement reste largement entravé pour les hommes trans qui ont été exclus de cette

inscription dans la Constitution. D'autre part, il ne suffit pas de légiférer mais il faut garantir le droit et l'accès à l'avortement en pratique : cela signifie d'assurer les moyens humains et financiers nécessaires à ce que ce droit puisse s'exercer.

En mars dernier, le directeur de l'ARS à Mayotte annonçait vouloir lancer un projet de stérilisation des jeunes mères sous des prétextes de manque de moyens et de personnels dans les hôpitaux et les écoles... Ainsi, le corps des femmes servirait de variable d'ajustement à une crise sociale et économique. Cette annonce est d'une violence sexiste, raciste et coloniale sans nom, amenant à toujours plus de contrôle sur le corps des femmes

mahoraises et comoriennes, nous rappelant les avortements et les stérilisations forcées à la Réunion dans les années 1960-1970.

### Un droit menacé par les réactionnaires, partout et tout le temps

Nous ne le rappellerons jamais assez : le droit à l'avortement doit être défendu partout et tout le temps, car ce qui a été gagné par le mouvement féministe un jour peut être attaqué le suivant. Les réactionnaires visent ce droit fondamental dès qu'ils le peuvent. Comme le pape François en visite à Marseille le 23 septembre qui dénonce « les enfants pas nés, refusés au nom d'un faux droit au progrès qui est en fait une régres-

sion ». Nous l'avons vu aux États-Unis où, depuis l'abrogation de l'arrêt Roe vs Wade qui garantissait le droit à l'avortement, 14 États l'ont interdit. Au Chili, un projet de nouvelle Constitution proposant de « protéger la vie de toute personne à naître » doit être mis au vote en décembre. La montée de l'extrême droite doit nous inquiéter et nous mobiliser, car il s'agit bien de la vie des femmes et des minorités de genre qui est en jeu, ainsi que du droit à disposer de nos corps.

### Mobilisons-nous pour défendre ce droit fondamental

En effet, l'avortement est un combat de chaque instant pour les femmes et toutes les personnes qui en ont besoin. Il s'agit de lutter contre l'oppression patriarcale et par là contre les injonctions qui pèsent sur les femmes et les minorités de genre, nous ramenant au foyer, nous dépossédant de notre autonomie, de nos corps et de nos choix. Ainsi, nous revendiquons un avortement libre, gratuit et sécurisé. Face aux violences, il y a urgence à se mobiliser massivement pour mettre à mal ce système de domination patriarcale et l'oppression des femmes!

Au Mexique, la lutte a payé : l'avortement a été dépénalisé. Comme partout, ce droit a été arraché par le mouvement féministe lui-même. Alors que nous célébrons les cinquante ans du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception) cette année, mouvement qui a permis, au côté d'autres groupes féministes, d'obtenir le droit à l'avortement en France en 1975, soyons fières et déterminées à porter ce combat.

**Commission nationale intervention féministe**

### LE PAPE TOUJOURS OPPOSÉ À L'AVORTEMENT

ET SE PEUX VOUS LE DIRE EN HUIT LANGUES!



CHARMAG

## CAUSE DES ANIMAUX Contre l'exploitation animale, la Commission européenne recule

La révision de la législation européenne sur les animaux d'élevage a disparu de la lettre d'intention sur l'état de l'Union européenne publiée le 13 septembre 2023, alors que la Commission européenne s'était engagée à la présenter d'ici la fin de l'année.

Ce projet de révision prend sa source d'une part dans une « initiative citoyenne européenne » pour la fin de l'élevage en cage (300 millions d'animaux par an), recueillant 1,4 million de signatures en 2020 et à laquelle la Commission a accepté de donner suite, et d'autre part dans une étude d'impact réalisée dans le cadre de la stratégie « de la ferme à la fourchette », déclinaison agricole et alimentaire du Pacte vert, moins axée sur la protection animale que sur la qualité et la compétitivité des produits alimentaires.

### Interdiction de pratiques nuisibles reportée

Scoop! Cette étude révélait que nuisaient à la santé des animaux des pratiques telles que l'élevage en cage des poules, poulets, veaux, canards, oies, cailles, lapins, cochons; les stalles pour cochons et cages de mise bas pour truies; les systèmes d'attache pour les vaches les empêchant de s'asseoir ou de se tenir debout; le débecquage des oiseaux,

l'écornage des vaches et des veaux (avant même que la corne ne s'attache au crâne); ou encore l'ablation des queues des porcs ou des chiens!

La révision devait notamment inclure l'interdiction de ces pratiques, annoncée en juin 2021, aux côtés d'autres mesures visant à encadrer l'étiquetage des produits et les conditions de transport des 1,4 milliard de volailles, 31 millions de porcs, 4,3 millions de bovins et 3 millions d'ovins déplacés chaque année pour être engraisés puis tués. Le tout pour une application progressive à compter de 2027 assortie — il ne faudrait pas non plus aller trop vite — de périodes transitoires allant de 5 à 15 ans et de subventions pour aider les éleveurEs.

### Pression du lobby agricole européen

Même si la Commission assure que la révision est toujours en cours, elle compose avec les lobbies et les États membres. Le Copa-Cogeca, lobby européen des organisations professionnelles agricoles, a produit sa propre étude



PHOTOTHÈQUE ROUGE

concluant à une baisse de la production si la révision était mise en œuvre. De son côté, la France, premier producteur agricole européen, exige l'extension des normes aux importations pour protéger la profitabilité de son marché intérieur et de ses exportations. Ces pressions produisent leurs effets, puisqu'une nouvelle étude d'impact a été commandée au motif que la précédente n'analysait pas suffisamment la balance coût-bénéfice de la réforme!

L'interdiction des cages et des mutilations serait bien sûr un progrès. Mais ici comme ailleurs les profits du secteur agro-alimentaire priment, et le capital se montre manifestement bien disposé à faire des concessions, ce qui illustre les impasses d'une politique aménageant les conditions de l'exploitation animale sans remise en cause de celle-ci.

**La commission Cause animale du NPA**

### À voir sur le site



**Comment abolir le patriarcat? Entretien avec Nina Faure, réalisatrice du film We are coming**



**Une dégradation terrible et généralisée de tous les secteurs de la santé, entretien avec Françoise Nay**

### À lire sur le site



**Montpellier: Des salariéEs précaires d'Onet en lutte**

# Culture

## ROMAN **Un monde plus sale que moi, de Capucine Delattre**

La Ville Brûle, 2023, 280 pages, 18 euros.

« **L**a première fois que j'ai fait l'amour, j'avais 17 ans et deux mois, c'était l'automne, et Harvey Weinstein était en une du New York Times. » C'est par ces mots que débute le second roman de Capucine Delattre. C'est l'histoire d'Elsa et des jeunes filles et femmes d'après la tempête #MeToo.

### Un monde plus safe?

L'histoire de celles qui ont cru que la libération de la parole leur permettrait de vivre et d'évoluer dans un monde beaucoup plus safe, sans violences sexistes et sexuelles, avec de nouvelles relations entre les hommes et les femmes, fondées sur le respect mutuel et le consentement. L'histoire de toutes celles qui se sont crues épargnées, qui ont pensé échapper aux agressions et aux viols, aux relations toxiques. L'histoire, enfin, de celles qui se sont crues et vues «mauvaises» ou «fausses victimes», coincées dans un entre-deux, dans la zone grise du consentement. Celles qui ont subi des «porcs» médiocres, banals, au lieu des monstres annoncés. Celles qui ont culpabilisé de n'avoir pas dit «non» assez fort, celles qui ont encaissé parce qu'elles ne croyaient pas pouvoir mériter mieux. Celles qui ont utilisé l'ironie cinglante pour ne pas se confronter à leurs traumatismes.

### «C'est terminé!»

*Un monde plus sale que moi* est un roman dur, âpre, et malgré tout, délicat, aux formules ciselées finement. La plume de Capucine Delattre est maîtrisée, et ce livre est salutaire dans la période. Aujourd'hui, six ans après #MeToo, c'est comme si rien n'avait changé. Les agresseurs, les violeurs, les hommes violents ont retrouvé (ou gardé) leur place au gouvernement, à l'Assemblée nationale, sur les plateaux télé ou de cinéma, dans les organisations du mouvement social... Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de témoigner. À l'image des footballeuses espagnoles, soutenues largement dans leur pays, il s'agit de dire «Se acabò!» ou «C'est terminé!», et de se mobiliser.

Sally Brina



## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche,

27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44 • contact@la-breche.com

## HISTOIRE «Le 20<sup>e</sup> siècle nous montre un phénomène révolutionnaire incessant»

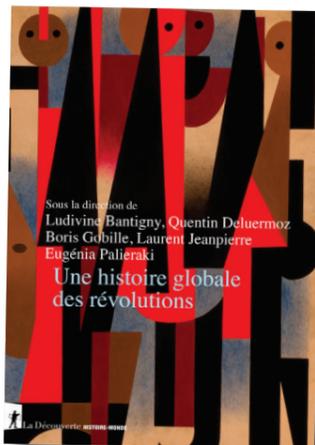
**Entretien.** À l'occasion de la sortie du très important ouvrage «Une histoire globale des révolutions», Ludivine Bantigny, qui en co-assure la direction, revient sur ce projet.

**Avec «Une histoire globale des révolutions», il s'agirait de «sortir du panthéon des grandes révolutions, s'affranchir du cadre occidental»: est-ce là votre ambition?** C'est vrai, même si évidemment il ne s'agit pas de «tordre le bâton». Les révolutions française, haïtienne, russe, chinoise, sont largement traitées dans l'ouvrage, elles sont matricielles — on le montre — et ce qui est important c'est la circulation des influences. Il ne faut donc pas les négliger, mais le sujet est global. Les valeurs d'internationalisme, de fraternité entre les peuples, de souveraineté populaire se retrouvent. Il s'agit de dépasser le cadre national et de mettre en avant des révolutions peu connues, de décaler le regard, de le déplacer.

Au 20<sup>e</sup> siècle, le foyer de la révolution, ce n'est pas le Nord global, ce sont les Suds. La tricontinentale — Asie, Afrique, Amérique du Sud — est inspiratrice de révoltes, de soulèvements anticoloniaux et anti-impérialistes, de mouvements révolutionnaires. Le 20<sup>e</sup> siècle nous montre un phénomène révolutionnaire incessant, contrairement à la thèse de l'historien François Furet, qui proclamait que «la révolution est terminée» et voulait que cette affirmation soit autoréalisatrice. Cette longue histoire n'est pas achevée.

### Est-ce à dire que tout ce qui bouge est rouge?

Pas du tout! La définition de la révolution qui ressort du livre dit tout le contraire. Et même s'il y a eu des courants fascistes prétendant parler de «révolution nationale», nous les définissons comme contre-révolutionnaires!



La révolution, selon nous, est liée à des valeurs d'égalité, de justice sociale, des objectifs — réalisés ou non — de changement de régime, de bouleversement des rapports sociaux et d'exploitation.

Notre ouvrage est collectif, et chaque auteurE a eu la liberté de choisir son périmètre dans la définition du mot révolution. Nous analysons d'ailleurs la révolution du mot «révolution», dans l'analyse des situations, des processus, accomplis ou non. Nous abordons, au fil des contributions, les questions essentielles des processus révolutionnaires, comme la violence en révolution, l'importance de l'événement révolutionnaire, lié aux structures sociales et démographiques, les explications structurelles de ces phénomènes. Il y a là un surgissement qui n'est pas prévisible, de la surprise... Qu'est-ce donc qui provoque ce surgissement? La subjectivité révolutionnaire, au sens du sujet qui fait la révolution, est examinée, en tant que protagonisme, à savoir la place et l'action d'individus

ordinaires dans des situations extraordinaires, pour tenter de comprendre ce que l'événement produit sur les individus. Quel est donc ce sujet révolutionnaire? La révolution chinoise, mais aussi l'Amérique latine, montrent l'importance de la paysannerie: la classe ouvrière n'est pas le seul sujet révolutionnaire.

### Les révolutions du monde entier sont évoquées... Peut-on y voir un lien avec une définition de la révolution écosocialiste pour le 21<sup>e</sup> siècle?

L'une des contributions du livre aborde les liens avec l'écologie. L'histoire environnementale, à l'âge de l'anthropocène ou même du capitalocène, conduit à complexifier la pensée du marxisme, présentée comme productiviste. Or Marx lui-même était sensible à la prédation du vivant. Il s'agit de repenser les relations des processus révolutionnaires au vivant, de prendre en compte les préoccupations environnementales, de donner leur place aux mouvements et aux surgissements comme les soulèvements des mineurs en Andalousie, dans la région du Rio Tinto. Nous étudions également l'émergence d'une sorte d'appel à des communautés de petite taille, en référence à la Commune de Paris, des perspectives d'autonomie communale, qui ont un intérêt réel et un potentiel révolutionnaire. Ce sont les expériences du Chiapas, du Rojava fédéré et démocratique. Leur importance tient encore une fois aux circulations des modèles et des idées, à l'exemplarité des logiques communales et d'une organisation sociale non capita-

liste. Mais la question de l'État demeure cruciale.

Nous abordons aussi la place des femmes dans la révolution, qui n'est pas un phénomène nouveau! Lors de la Révolution française déjà, les femmes ont joué un rôle important, et elles l'ont fait en tant que femmes! Ce sont les femmes qui ont mené la marche sur Versailles, en octobre 1789! Aujourd'hui, elles occupent une place souvent essentielle dans les processus révolutionnaires, à l'échelle planétaire!

De la même façon, la révolution haïtienne, anticoloniale, anti-impérialiste et anti-esclavagiste, montre que les questions posées par les approches intersectionnelles ne sont pas nouvelles, et que la «race» en tant que construction sociale renvoie à la position des groupes subordonnés qui se soulèvent...

### L'actualité de la révolution?

La révolution n'est pas finie, et l'histoire démontre que c'est bien de cela qu'il est question aujourd'hui! Des processus sont en cours... Mais on ne se pose pas en stratèges. Le livre est riche des perspectives de l'émancipation révolutionnaire qui touche aussi aux arts, aux affects, à la créativité effervescente, aux aspirations à une forme de vie nouvelle, à la joie! Dans la lutte pour la dignité et la reconnaissance, on refuse une certaine tiédeur, on assume d'aborder la passion et l'espoir.

### Propos recueillis par Vincent Gibelin

Ludivine Bantigny, Quentin Deluermoz, Boris Gobille, Laurent Jeanpierre, Eugénia Palieraki (dir), *Une Histoire globale des révolutions*, La Découverte, 1200 pages, 36,90 euros.

# Vie du NPA

## CPN Une réunion de direction pour la rentrée sociale

Le CPN (Conseil politique national) du NPA s'est réuni les 23 et 24 septembre à Paris pour envisager son action après des mois de lutte contre la réforme des retraites du gouvernement et un été sous le signe du réchauffement climatique.

**A**u cours de ce CPN, nous avons discuté de la situation sociale et politique. Plus que jamais, la question des ravages du capitalisme sur le vivant se trouve au cœur des préoccupations de notre camp social. Les tenants de l'ordre établi se montrent incapables de renoncer à leurs profits pour sauver la planète. L'inflation poursuit sa course et met en grande difficulté une partie de la population. Le chômage et la précarité se généralisent. Les profits continuent de croître. L'autoritarisme et la répression se renforcent à mesure que le gouvernement est de plus en plus illégitime. Les inégalités croissent les injustices d'une politique raciste et discriminante, à l'image de l'offensive islamophobe du gouvernement sur la question des abayas à la rentrée. L'extrême droite gagne du terrain idéologiquement et exerce une pression sur

l'ensemble des élus, tandis que la gauche se divise et peine trouver une orientation gagnante.

### Contribuer à toutes les résistances

Notre camp social a montré sa capacité de résistance ces derniers mois autour des grèves sur les salaires, le mouvement des retraites, les mobilisations écologiques, contre le racisme d'État et les violences policières. C'est à ces résistances que nous voulons contribuer. Dès ce 23 septembre, nous avons participé au large cadre unitaire qui a permis en plusieurs endroits des rassemblements et des manifestations. Ce CPN a d'ailleurs été l'occasion de discuter de manière plus approfondie du racisme. Nous avons discuté la préparation des mobilisations du 28 septembre pour la défense de l'avortement, du 13 octobre pour les salaires, mais aussi le Tour de France de la santé qui

a commencé le 11 septembre pour un service public de la santé, pour le droit au logement pour tous (manifestation le 30 septembre), contre les projets écicides (21 et 22 octobre, mobilisation contre l'A69) et plus particulièrement contre la politique d'exclusion sociale pour les jeux Olympiques du fric (beaucoup) et du sport (un peu)!

Nous avons décidé de poursuivre les discussions entamées lors des forums anticapitalistes en juillet. La rencontre nationale des comités, qui aura lieu d'ici la fin de l'année, se prépare de son côté activement.

Enfin, nous avons discuté de la publication d'une tribune du NPA pour interpeller les militants des mouvements sociaux et de LFI pour porter un programme de rupture anticapitaliste, écologiste, féministe et internationaliste lors des prochaines élections européennes.

Fabienne Dolet

# FONCTION PUBLIQUE « Ce jugement donne de la force à tous les inspecteurEs du travail »

**Entretien.** Responsable syndical au ministère du Travail, **Anthony Smith** publie « 918 jours, le combat d'un inspecteur du travail », récit de la mutation disciplinaire infligée en 2020 par la ministre du Travail de l'époque, Élisabeth Borne — alors qu'il avait simplement fait son métier en exigeant des mesures de protection contre le covid pour des salariées aides à domicile — et de son retour dans la Marne après une mobilisation au long cours et une victoire au tribunal administratif.

Dans l'« affaire Anthony Smith », comme on l'a appelée, transparait l'obstination de toutes les strates du ministère du Travail — de la hiérarchie locale à la ministre en passant par le directeur général du travail (DGT) — à te « débrancher », comme tu le dis. Comment analyser ce qui est vite apparu comme une attaque majeure contre une institution chargée de la protection des salariéEs ? D'abord, cette affaire s'est révélée comme le sommet (du moins, je l'espère) du cours autoritaire qui s'est développé au sein du ministère du Travail depuis le tournant des années 2000 et qui s'est accéléré dans la dernière décennie.

Pour comprendre il faut garder en tête que chacune des garanties dans le code du travail, lentement conquises par le mouvement ouvrier, est considérée par le patronat comme une somme de contraintes, de lourdeurs à liquider car elles freinent l'accumulation capitaliste. Alors, pour le patron, les inspecteurEs du travail, chargéEs de veiller à l'application de ce code et disposant de quelques prérogatives pour le faire, sont au mieux les scories d'un monde révolu, au pire un corps de métier dont il faudrait se débarrasser.

Cette vision réactionnaire n'a malheureusement eu de cesse de trouver un écho de plus en plus fort dans les strates de l'encadrement du ministère du Travail et les cabinets qui se sont succédé ces dernières années : les effectifs ont été sabrés, l'autoritarisme s'est érigé en vertu et les procédures disciplinaires se sont accumulées.

Ensuite au début de l'épidémie de covid, je le raconte dans le livre, le ministère du Travail se considère comme « débordé » par les inspecteurEs du travail et leurs organisations syndicales qui sont accusées (bien à tort, d'ailleurs) d'avoir voulu se substituer aux directives de la Direction générale du travail. C'est a posteriori totalement ridicule mais l'État a décidé de réagir violemment en prenant l'un des 1700 InspecteurEs du travail de ce pays et en frappant très fort. C'est tombé sur moi.

**La victoire, c'est aussi la reconnaissance par le tribunal que les instructions de la hiérarchie ont entravé tes contrôles. En quoi est-ce fondamental ?**

Les inspecteurEs du travail sont placés sous la protection de la Convention internationale n° 81

de l'OIT (Organisation internationale du Travail) (1947) qui les rend notamment « indépendants de toute influence extérieure indue ». C'est une garantie fondamentale pour leur permettre d'exercer leurs missions qui peuvent directement entrer en contradiction avec les intérêts des puissants. C'est cette indépendance que le juge administratif a réaffirmée dans mon dossier en considérant que ma suspension et la sanction disciplinaire que j'ai subies avaient entravé l'organisation et la conduite de mes contrôles. En définitive, c'est l'arroseur arrosé ! Ce jugement donne de la force à tous les inspecteurEs pour résister chaque jour aux pressions qui peuvent s'exercer sur leur action. On ne peut pas taper impunément sur unE inspecteurE du travail. Plus largement il est important de le redire : si tout fonctionnaire est au service de l'intérêt général et donc soumis à une autorité, cela ne veut pas dire être servile. La loyauté ne veut pas dire l'obéissance aveugle. Désobéir à un ordre illégal est un droit inscrit d'ailleurs dans le code général de la fonction publique ! Évidemment c'est difficile, j'en ai fait l'amère expérience, même si à la fin nous avons gagné.

**Chacune des garanties dans le code du travail, lentement conquises par le mouvement ouvrier, est considérée par le patronat comme une somme de contraintes, de lourdeurs à liquider**

**La riposte qui s'est rapidement organisée a impliqué un front large mêlant le soutien public de partis, syndicats, collègues, travailleurEs... Avant la victoire finale au tribunal, des reculs importants avaient été obtenus : démission du DGT, « assouplissement » de la sanction par le maintien sur un poste à l'inspection du travail et la préservation de tes mandats syndicaux. Selon toi, comment ce front a-t-il été déterminant ?**

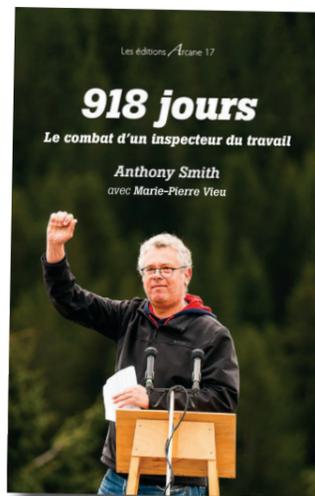
Je suis syndicaliste depuis des décennies, j'ai toujours lutté avec mes camarades pour la défense de nos droits individuels et collectifs. Être soutenu à mon

tour au moment où j'ai été attaqué avec une telle violence, je ne l'oublierai jamais ! Ça a été déterminant pour tenir, pour garder la tête hors de l'eau et pour rester combatif.

En pleine première vague de covid, ce qui m'est arrivé a été ressenti par une large frange des travailleurEs de ce pays comme une aberration : un inspecteur du travail suspendu pour avoir tenté de faire son travail de protection de la santé de salariées d'une association d'aides à domicile, parmi les travailleuses les plus précaires du pays, en première ligne pendant la pandémie. Et puis la machine s'est emballée et le mouvement syndical, social, citoyen, politique s'est engagé dans la bataille, cette lutte est devenue la lutte de toutes et tous avec une créativité dans les formes et les moyens de lutte (nous étions en plein confinement) qui me stupéfiait encore aujourd'hui.

**Tu défends l'intégration des syndicats à la construction de l'alternative politique. Pourquoi et sous quelle forme cela peut-il se faire ?**

La question de l'unité, de l'union est aussi ancienne que les divisions du mouvement ouvrier et de ses organisations ! Ce qui me semble nouveau c'est que la période et notamment la séquence qui va s'ouvrir jusqu'à 2027 représente un risque majeur pour les travailleurEs de ce pays : voir Marine Le Pen accéder au



**La séquence qui va s'ouvrir jusqu'à 2027 représente un risque majeur pour les travailleurEs de ce pays : voir Marine Le Pen accéder au pouvoir**

pouvoir. Déjà nous subissons les répressions des Gilets jaunes, des quartiers populaires, des salariéEs dans les boîtes à la suite de la bataille des retraites. Imaginons ce que serait une France avec Le Pen au pouvoir. Pour l'éviter il faut créer l'espoir à gauche, et la Nupes représente pour moi un cadre pertinent car bâti sur un programme de rupture écologique et sociale. Enraciner ce projet de rupture ne se fera pas sans les organisations syndicales de ce pays qui disposent encore aujourd'hui, même si elles sont affaiblies, d'une implantation de masse au plus près des travailleurEs. Nupes et syndicats doivent se parler et se mettre d'accord, pas dans des rapports de subordination mais sur une perspective stratégique commune : aider à l'accession d'une gauche de rupture au pouvoir pour ensuite aller arracher de nouvelles conquêtes sociales.

**Propos recueillis par Julien Dumans**

Anthony Smith vient de publier *918 jours, le combat d'un inspecteur du travail*, Éditions Arcane, 180 pages, 15 euros.

## Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)  
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste1)  
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°149 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## L'image de la semaine



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)